******REPUBLIQUE DU NIGER**

**FRATERNITE - TRAVAIL - PROGRES**

**COMMISSION NATIONALE DES DROITS HUMAINS**

**(C.N.D.H)**

**Rapport Alternatif de la Commission Nationale des Droits Humains du Niger (CNDH-NIGER) relatif à la mise en œuvre de la Convention Contre la Torture et autres Peines ou Traitements Cruels, Inhumains ou Dégradants**

***FEVRIER 2019***

**Table des matières**

[LISTE DES ACRONYMES 4](#_Toc21534344)

[INTRODUCTION 6](#_Toc21534345)

[I. LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL 9](#_Toc21534346)

[A. LE CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL ET REGIONAL SUR L’INTERDICTION DE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS 9](#_Toc21534347)

[1. Au Niveau International 9](#_Toc21534348)

[2. Au Niveau Régional 12](#_Toc21534349)

[B. LE CADRE INSTITUTIONNEL SUR L’INTERDICTION DE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS 13](#_Toc21534350)

[1. Au Plan National 13](#_Toc21534351)

[1.1 Les Autorités Juridictionnelles 13](#_Toc21534352)

[1.1.1 La Cour Constitutionnelle 14](#_Toc21534353)

[1.1.2 Le Conseil d’Etat 14](#_Toc21534354)

[1.2 Les Autorités Administratives 14](#_Toc21534355)

[1.2.1 La Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) 14](#_Toc21534356)

[1.2.2 Le Médiateur de la République 16](#_Toc21534357)

[1.2.3 Les Commissions 16](#_Toc21534358)

[1.3 Les Forces de Défense et de Sécurité 16](#_Toc21534359)

[2 LA MISE EN APPLICATION DE QUELQUES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS (articles 1 à 16) 17](#_Toc21534360)

[A. Article 1er : Définition de la Torture 17](#_Toc21534361)

[B. Articles 2 et 4 : Mesures prises pour interdire la torture et l’incrimination de celle-ci dans la législation pénale interne compatible avec la définition figurant à l’article premier de la Convention 18](#_Toc21534362)

[C. Article 3 : Législation interne relative à l’interdiction de l’expulsion, du refoulement et de l’extradition 21](#_Toc21534363)

[D. Article 5 : Obligation juridique incombant aux Etats parties d’établir leur compétence pour connaitre des infractions visées à l’article 4 sur la compétence de l’Etat partie lorsque l’infraction a été commise sur son territoire 22](#_Toc21534364)

[E. Article 7 : Obligation de l’Etat partie d’engager des poursuites en cas d’actes de torture sauf en cas d’extradition de l’auteur présumé 23](#_Toc21534365)

[F. Article 8 : Reconnaissance par les Etats parties de la torture comme infraction constituant un cas d’extradition et mise en œuvre de la mesure 23](#_Toc21534366)

[1. De l’existence d’un traité comme condition de l’extradition 24](#_Toc21534367)

[2. La convention comme base de l’extradition pour les infractions que la loi nationale considère comme cas d’extradition 24](#_Toc21534368)

[G. Article 9 : Entraide Judiciaire 24](#_Toc21534369)

[Au plan régional et international 24](#_Toc21534370)

[H. Article 10 : Obligation pour l’Etat partie de dispenser une formation sur les questions liées à l’interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants 25](#_Toc21534371)

[I. Article 11 : Contrôle systématique de la mise en œuvre des règles relatives à la garde à vue et au traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées et mesures de prévention 26](#_Toc21534372)

[J. Article 12 : Mise en œuvre des procédures d'enquête par les autorités compétentes en cas d'allégations de torture 28](#_Toc21534373)

[K. Articles 13 et 14 : Le droit de recours des victimes devant les tribunaux  et le Droit des victimes à réparation, indemnisation et réadaptation 29](#_Toc21534374)

[L. Article 15 : Sur l’interdiction de l’obtention de tout moyen de preuve par la torture. Il n’existe aucune disposition spécifique dans la législation interne nigérienne consacrant l’inadmissibilité des preuves obtenues par l’utilisation de la torture 30](#_Toc21534375)

[M. Article 16 : Interdiction des actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Définition de la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants et mesures prises pour empêcher la réitération de ces actes 31](#_Toc21534376)

[III. RECOMMANDATIONS 32](#_Toc21534377)

[A. Recommandation N°1 : relative à l’adoption des normes 32](#_Toc21534378)

[B. Recommandation N°2 : relative aux organes de traités 32](#_Toc21534379)

[C. Recommandation N° 3 : relative à l’indemnisation des personnes ayant bénéficié d’une ordonnance de non-lieu, d’une ordonnance de relaxe ou d’acquittement 32](#_Toc21534380)

[D. Recommandation N°4: relative à la détention, à la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants 33](#_Toc21534381)

[E. Recommandation N°5:relative à la mise en œuvre de la Convention contre la Torture en faveur des enfants 35](#_Toc21534382)

[CONCLUSION 36](#_Toc21534383)

[ANNEXE 1: 38](#_Toc21534384)

[SITUATION DE LA POPULATION CARCERALE DU NIGER DE 2012 à 2016 38](#_Toc21534385)

[Tableau 03.01.01: Situation globale de la population carcérale par sexe et taux d’occupation au 31 décembre 38](#_Toc21534386)

[Tableau 03.01.02: Taux d’occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre 39](#_Toc21534387)

[Tableau 03.01.03: Répartition des prévenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre 40](#_Toc21534388)

[Tableau 03.01.04: Répartition des détenus condamnés par établissement pénitentiaire au 31 décembre 41](#_Toc21534389)

[Tableau 03.01.05: Répartition des détenus prévenus par nature d’infraction au 31 décembre 42](#_Toc21534390)

[Tableau 03.01.06: Répartition des détenus condamnés par nature d’infraction au 31 décembre 43](#_Toc21534391)

[Tableau 03.01.07: Répartition des détenus condamnés selon la durée de la peine prononcée au 31 décembre 122](#_Toc21534392)

[Tableau 03.01.08: Répartition des détenus prévenus selon le groupe d’âge au 31 décembre 122](#_Toc21534393)

[Tableau 03.01.09: Répartition des détenus condamnés selon le groupe d’âge au 31 décembre 123](#_Toc21534394)

[Tableau 03.01.10: Situation de tous les détenus ayant séjourné dans les établissements pénitentiaires du 1er janvier au 31 décembre 123](#_Toc21534395)

[Tableau 03.01.11: Répartition de tous les détenus enregistrés dans les établissements pénitentiaires du 1er janvier au 31 décembre 125](#_Toc21534396)

[ANNEXE 2 126](#_Toc21534397)

[Copie Arrêté du Ministre de la Justice portant Création, Attributions, Composition et Fonctionnement du Comité Interministériel 126](#_Toc21534398)

# LISTE DES ACRONYMES

**ANAJJ :** Agence Nationale de l’Assistance Juridique et Judiciaire

**CADHP :** Charte Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples

**CAT :** Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

**CDE :** Convention relative aux Droits de l’Enfant

**CDPH :** Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées

**CEDEAO :** Communauté Economique Des Etats de l’Afrique de l’Ouest

**CEDEF :** Convention sur l’Elimination de toutes les formes de Discrimination à l’Egard des Femmes

**CERD :** Convention Internationale sur l’Elimination de toutes les formes de Discrimination Raciale

**CNDH :** Commission Nationale des Droits Humains

**CNDHLF :** Commission Nationale des Droits de l’Homme et des Libertés Fondamentales

**CP/CPP:** Code pénal et Code de Procédure Pénale

**CTO :** Convention contre la Criminalité Transnationale Organisée

**DUDH :** Déclaration Universelle des Droits de l’Homme

**DUE :** Déclaration de l’Union Européenne

**FDS :** Forces de Défense et de Sécurité

**IDDH :** Institut Danois des Droits de l’Homme

**INDH :** Institutions Nationales des Droits l’Homme

**OIT :** Organisation Internationale du Travail

**OUA :** Organisation de l’Unité Africaine

**OSC :** Organisation de la Société Civile

**PCDE :** Protocole facultatif à la convention relative aux Droits des Enfants

**PIDCP** : Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques

**PIDESC :** Pacte Internationale relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels

**PNUD :** Programme des Nations Unies pour le Développement

**PV :** Procès-Verbal

**UA :** Union Africaine

# INTRODUCTION

La Convention Contre la Torture (CAT) et autres Peines ou Traitements Cruels Inhumains ou Dégradants a été adoptée par l’Assemblée Générale des Nations Unies dans sa résolution 36 /46 du 10 décembre 1984. Elle est entrée en vigueur à New York le 26 juin 1987 et, l’Etat du Niger y a adhéré le 5 octobre 1998. Cependant il n’a pas pu se conformer à l’article 19 de ladite Convention qui invite les Etats parties à présenter un rapport initial dans un délai d’un an. Le Niger a ainsi accumulé un retard de dix ans dans la production de son rapport initial. Il a renoué le dialogue avec les organes des traités notamment à travers la présentation de plusieurs rapports aux différents organes de traité depuis 2010 avec la création d’un comité interministériel permanent créé par arrêté N°0013/MJ/DH/DDH/AS du 17 Mars 2010 dont les missions sont déterminées à son article 4. Ce Comité a présenté un rapport initial couvrant la période allant de 1998 à 2017 afin de combler le retard accusé dans ce domaine. L’élaboration du présent rapport initial, démontre la volonté de l’Etat du Niger à se conformer à ses obligations en vertu de la CAT.

Son élaboration est faite sur la base des directives générales concernant la forme et le contenu des rapports initiaux que les Etats parties doivent présenter en application de l’article 19 de la convention. Cette dernière a enregistré la participation, des structures internationales, de la CNDH et de la société civile. Le présent Rapport fait état des mesures prises par l’Etat au cours de la période 1998 à 2017 pour rendre effectifs les droits et libertés fondamentaux énoncés dans cet instrument juridique, il fait le point des avancées enregistrées et met en lumière les défis à relever.

C’est ainsi qu'en 2017 une forte délégation du sous-comité des Nations Unies de lutte contre la torture a mené un plaidoyer au profit de la CNDH, qui verra son mandat élargi à travers un projet de loi modifiant la loi organique 2012-44 du 24 août 2012 et un projet de modification du code pénal. Ce projet de loi en instance d'adoption prévoit en son article 22 (nouveau) que la CNDH exerce le mandat du mécanisme national de prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Conformément à leurs obligations les Institutions Nationales des Droits Humains (INDH) devraient être particulièrement attentives aux rapports que leurs gouvernements doivent soumettre périodiquement auprès de ces organes internationaux et régionaux, et devraient y participer en fournissant à l’organe international ou régional concerné des informations et observations pertinentes.

C’est dans cette perspective que la Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) a élaboré ce présent rapport qui est une contribution telle qu’exigé par les dispositions de l’article 21 de la loi n°2012-44 du 24 Aout 2012 qui dispose que « la Commission Nationale des Droits Humains doit veiller à ce que les organes compétents de l’Etat soumettent à temps les rapports que le Niger doit présenter aux organes conventionnels et comités des Nations Unies, ainsi qu’aux mécanismes régionaux des droits de l’Homme, dans le respect des obligations conventionnelles et contribuer à l’élaboration desdits rapports dans le respect de l’indépendance de la Commission ».

Dans le cadre de l’élaboration du présent rapport, la CNDH n’a pas dérogé à sa méthodologie habituelle utilisée pour collecter et analyser les données à travers l’exploitation des rapports issus des traitements de plaintes, des visites de terrain et des investigations menées en partenariat avec des responsables de la société civile et au cours desquelles elle a bénéficié du soutien et de la collaboration des pouvoirs publics et des Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Elle s’est aussi appuyée sur d’autres sources d’informations notamment les rapports de certains partenaires techniques et de certaines organisations de la société civile.

Ainsi, ce rapport s’articule autour de deux grandes parties à savoir les informations générales sur le cadre juridique et institutionnel( I ) d’une part et les avancées et défis dans l’application de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ( II ) d’autre part.

# LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

Le Niger est profondément attaché aux principes de la démocratie et aux Droits Humains tels que définis par les instruments juridiques internationaux et régionaux (A) d'une part et la mise en place d'un cadre institutionnel d'autre part (B).

# LE CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL ET REGIONAL SUR L’INTERDICTION DE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

La consécration de ces principes s’est traduite par l’adhésion ou la ratification par le Niger de nombreux instruments juridiques internationaux et régionaux de promotion et de protection des droits de l’Homme parmi lesquels nous pouvons citer :

# Au Niveau International

* La Convention Internationale sur l’Elimination de toutes les formes de Discrimination Raciale (CERD), ratifiée par le Niger le 27 avril 1967 ;
* Le Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques auquel le Niger a adhéré le 7 mars 1986 ;
* Le Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels, auquel le Niger a adhéré le 7 mars 1986 ;
* La Convention sur l’Elimination de toutes les formes de Discrimination à l’Egard des Femmes (CEDEF), à laquelle le Niger a adhéré le 8 octobre 1999 ;
* La Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à laquelle le Niger a adhéré le 5 octobre 1998 ;
* La Convention relative aux Droits de l’Enfant, ratifiée par le Niger le 30 septembre 1990 ;
* La Convention Internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles, ratifiée par le Niger le 27 janvier 2009;
* La Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées et son protocole facultatif, ratifiés le 24 juin 2008 ;
* Le Protocole facultatif à la Convention relative aux Droits de l’Enfant, concernant l’implication des enfants dans les conflits armés, ratifié le 13 mars 2012 ;
* Le Protocole facultatif à la Convention relative aux Droits de l’Enfant, concernant la vente d’enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ratifié le 26 octobre 2004 par le Niger ;
* Le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ratifié par le Niger le 30 septembre 2004 ;
* La Convention sur le consentement au mariage, l’âge minimum du mariage et l’enregistrement des mariages, à laquelle le Niger a adhéré le 1er décembre 1964 ;
* La Convention n°182 de l’OIT sur l’interdiction des pires formes de travail des enfants, ratifiée le 4 août 2000 par le Niger ;
* La Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l’exploitation de la prostitution d’autrui, ratifiée par le Niger le 10 juin 1977 ;
* La Convention sur la répression de la traite des femmes majeures à laquelle le Niger a adhéré le 25 août 1961 ;
* La Convention n°100 de l’OIT sur l’égalité de rémunération entre la main d’œuvre masculine et la main d’œuvre féminine pour un travail à valeur égale, ratifiée par le Niger en 1966 ;
* La Convention relative à l’esclavage, à laquelle le Niger a adhéré le 25 août 1961 ;
* Le Protocole amendant la Convention relative à l’esclavage, auquel le Niger a adhéré le 7 décembre 1964 ;
* La Convention supplémentaire relative à l’abolition de l’esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l’esclavage, ratifiée le 22 juillet 1963 ;
* Les quatre (4) Conventions de Genève du 12 août 1949 sur le Droit International Humanitaire, auxquelles le Niger a adhéré le 16 août 1964 ;
* La Convention sur les droits politiques de la femme, à laquelle le Niger a adhéré le 7 décembre 1964 ;
* La Convention n°29 de l’OIT concernant le travail forcé, ratifiée le 23 mars 1962 par le Niger ;
* La Convention contre la prise d’otage ratifiée le 17 décembre 2003 par le Niger ;
* Le Protocole additionnel contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, ratifié par le Niger le18 mars 2009 ;
* La Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l’enseignement, à laquelle le Niger a adhéré le 16 juillet 1968 ;
* La Convention internationale contre l’apartheid dans les sports, ratifiée le 2 septembre 1986 ;
* La Convention internationale sur l’élimination et la répression du crime d’apartheid, adoptée en novembre 1973, ratifiée par le Niger le 28 juin 1978 ;
* La Convention n°98 de l’OIT sur le droit d’organisation et de négociation collective, ratifiée par le Niger le 23 mars 1962 ;
* La Convention n°105 de l’OIT sur l’abolition du Travail forcé, ratifiée le 23 mars 1962 ;
* La Convention n°138 de l’OIT sur l’âge minimum d’admission à l’emploi, ratifiée par le Niger le 04 décembre 1978 ;
* La Convention sur le trafic illicite des migrants par air, terre et mer et la protection des travailleurs migrants et leurs familles, ratifiée le 30 septembre 2004 ;
* Le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ratifié le 7 novembre 2014 ;
* La Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ratifiée par le Niger le 24 juillet 2015 ;
* La convention sur la réduction des cas d’apatridie à laquelle le Niger a adhéré le 17 juin 1985.

# Au Niveau Régional

* La Charte Africaine des Droits de l’Homme et des Peuples, ratifiée par le Niger le 21 juillet 1986;
* La Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l’Enfant, ratifiée par le Niger le 11 décembre 1999 ;
* La Convention de l’OUA régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique, ratifiée par le Niger le 21 septembre 1971;
* La Convention de l’OUA sur l’élimination du mercenariat en Afrique, ratifiée par le Niger le 19 juin 1980 ;
* La Convention de l’U.A sur la prévention et la lutte contre la corruption, ratifiée par le Niger le 3 mars 2006 ;
* La Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, ratifiée par le Niger le 4 octobre 2011 ;
* La Convention de l’Union Africaine sur la protection et l’assistance aux personnes déplacées en Afrique (Convention de Kampala) ratifiée par le Niger le 10 mai 2012 ;
* Le Protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d’établissement, adopté en mai 1979, ratifié par le Niger le 29 novembre 1979 ;
* Le Protocole de la CEDEAO sur la lutte contre la corruption signé par le Niger le 15 décembre 2006.

# LE CADRE INSTITUTIONNEL SUR L’INTERDICTION DE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

Conformément, à son obligation constitutionnelle de promotion et de protection des droits humains, notamment en matière d’interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Niger a mis en place des autorités juridictionnelles, administratives ou autres structures compétentes dans les domaines visés par la convention. On peut citer :

# Au Plan National

# Les Autorités Juridictionnelles

Les juridictions de droit commun et spécialisées à savoir les tribunaux correctionnels, le tribunal militaire, les juridictions pour mineurs, les chambres d’accusation et les chambres criminelles des cours d’appel, les cours d’assises et la chambre criminelle de la Cour de Cassation, la Haute Cour de justice, le pôle anti-terroriste sont habilités à connaître des infractions relatives à la torture et autres infractions connexes. Les juridictions nigériennes se fondent sur les principes ci-après qui gouvernent toute la justice nigérienne : principe d’impartialité, principe de présomption d’innocence, principe d’égalité, principe de légalité, principe du contradictoire, principe du double degré de juridiction, principe d’humanisme, principe d’équité etc. ;

1.1.1 La Cour Constitutionnelle

Elle connait de tout conflit d’interprétation et de mise en conformité de la loi nationale aux instruments juridiques régionaux et internationaux de protection et de promotion des droits humains signés et ratifiés par le Niger dont la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

* + 1. Le Conseil d’Etat

Il est compétent pour recevoir, en premier et dernier ressort, les recours pour excès de pouvoir contre les décisions administratives ou les pourvois en cassation formulés contre les décisions rendues en dernier ressort par les juridictions administratives.

# Les Autorités Administratives

1.2.1 La Commission Nationale des Droits Humains (CNDH)

Aux termes de la Loi N°2012-44 du 24 août 2012 déterminant sa composition, son organisation, ses attributions et son fonctionnement, la CNDH est une Autorité Administrative Indépendante, chargée d’une part, «  de la protection et de la défense des Droits Humains » (article 19), et, d’autre part, de leur promotion (article 20).

Au regard de ses attributions telles que définies par la loi organique précitée, la CNDH remplit ainsi une double missions : la promotion et la protection des Droits Humains à travers le contrôle de l’effectivité des droits de l’Homme et l’amélioration de l’ordonnancement juridique des droits de l’Homme. Elle est accréditée au statut ‘’A’’ par l’Alliance Mondiale des Institutions Nationales des Droits de l’Homme(GANHRI). Dans sa mission de protection des droits des citoyens contre l’arbitraire et les abus de l’administration, la CNDH connaît des requêtes relatives aux violations des Droits de l’Homme en général et des cas de tortures et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en particulier. Elle procède à la vérification des cas allégués de violations des droits de l’homme et propose des solutions ou des sanctions.

Article 19 *« Dans le cadre de la protection et de la défense des droits humains, la Commission a pour missions de :*

*- recevoir les plaintes et diligenter des enquêtes sur les cas de violation des droits humains ;*

*- effectuer des visites régulières, notifiées ou inopinées, dans les lieux de détention et formuler des recommandations à l'endroit des autorités compétentes ;*

*- lutter contre la torture, les actes de sévices et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, conformément aux normes universelles, régionales ou nationales des droits humains ;*

*- lutter contre les viols et violences basés sur le genre dans la vie publique et privée ;*

*- apporter ou faciliter l'assistance judiciaire aux victimes des violations des droits humains, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, ainsi que toutes autres personnes vulnérables ;*

*- porter à la connaissance du Gouvernement tous les cas de violation des droits humains ; - lutter contre les pratiques esclavagistes, les pires formes de travail des enfants et les pratiques analogues. »*

1.2.2 Le Médiateur de la République

Il a été institué par la loi n°2013-30 du 17 juin 2013 modifiant et complétant la loi n°2011-18 du 08 août 2011 instituant un médiateur de la République, il est chargé de régler les conflits non soumis à une juridiction entre les citoyens et l’administration. C’est une Autorité administrative indépendante, qui reçoit les réclamations concernant les services administratifs dans leurs relations avec les administrés, le fonctionnement des administrations de l’État, des collectivités publiques territoriales, des établissements publics et de tout autre organisme investi d’une mission de service public.

1.2.3 Les Commissions **de discipline des fonctionnaires**

Ellesproposent des sanctions, contre les auteurs d’actes de torture.

Ces sanctions peuvent aller de l’avertissement à la révocation, sans préjudice des poursuites pénales prévues par la loi.

# Les Forces de Défense et de Sécurité

* Les autorités de la Police Nationale, de la Gendarmerie Nationale, de la Garde Nationale, de l’Armée, des Douanes et des Eaux et Forêts veillent au respect de l’ordre et de la discipline au sein de leurs éléments et peuvent prendre, sans préjudice des poursuites judiciaires, des sanctions contre les agents impliqués dans la commission d’actes de torture. Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme en lien avec le respect des Droits de l’Homme, la CNDH a formé 60 éléments des Forces de Défense et de sécurité du 28 novembre au 02 décembre 2018 à Diffa et 60 autres éléments à Niamey le 30 aout 2018. Ces formations avaient pour objectifs d’encourager les FDS à ne jamais recourir à la torture et aux exécutions sommaires des personnes suspectées ou interpellées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme
* Aux termes de l’article 2 du Code de procédure pénale, le droit d’intenter des actions en réparation du préjudice subi devant les tribunaux appartient aux victimes ou à leurs ayants droits. Cet article dispose que *« L’action civile en réparation du dommage causé pour un crime, un délit ou une contravention appartient à tous ceux qui ont personnellement souffert du dommage directement causé par l’infraction ».*
* Le décret n°99-368/PCRN/MJ/DH du 03 septembre 1999 déterminant l’organisation et le régime intérieur des établissements pénitentiaires ;
* Le décret n°99-369/PCRN/MJ/DH du 03 septembre 1999 portant statut du personnel pénitentiaire ;
* Le décret n°2006-23/PCRN/MJ du 20 janvier 2006 portant modalités d’application du travail d’intérêt général dans les Juridictions pour mineurs, modifié en mars 2017.

# **LA MISE EN APPLICATION DE QUELQUES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS (articles 1 à 16**)

# Article 1er : Définition de la Torture

Aux termes de l’article 1er de la Convention, la torture désigne *« tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aigues, physiques ou mentales sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d’obtenir d’elle ou d’une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d’un acte qu’elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d’avoir commis, de l’intimider ou de faire pression sur elle ou d’intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu’elle soit, lorsqu’une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s’étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles ».*

Aucune définition spécifique de la torture au sens de l’article 1 n’est introduite dans le code pénal nigérien durant la période 1998-2017.Cependant,le code pénal bien que n’ayant pas incriminé spécifiquement la torture, prévoit néanmoins d’autres qualifications d’atteinte à l’intégrité physique et morale tels que les crimes de guerre, de génocide, les homicides et les coups et blessures volontaires, les violences physiques, verbales, ou voies de fait, les mutilations, l’esclavage, la traite des personnes, les menaces et chantages etc. (art 222 et suivants du code pénal )

En plus du code pénal, le code de procédure pénale en son article 71 alinéa 5 dispose que : *« la personne déférée doit être accompagnée d’un certificat médical attestant qu’elle n’a pas subi de sévices ».*

Par ailleurs, un projet de loi portant sur l’incrimination de la torture a été élaboré en 2014 par le gouvernement nigérien en vue de se conformer aux dispositions de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; A cette date le projet de loi est en phase d’adoption.

Cependant les rapports de la CNDH 2015-2016 et 2017 comportent aussi des recommandations relatives à l’incrimination de la torture dans le code pénal et le code procédure pénale nigérien.

# Articles 2 et 4 : Mesures prises pour interdire la torture et l’incrimination de celle-ci dans la législation pénale interne compatible avec la définition figurant à l’article premier de la Convention

Aux termes de ces dispositions, l’Etat du Niger a pris des mesures constitutionnelles, législatives, administratives et judiciaires qui vont au-delà de la protection de la personne humaine contre les seuls actes de Torture.

L’article 14 de la Constitution du 25 Novembre 2010 dispose que *«*nul ne sera soumis à la torture, à l’esclavage ni à des sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Tout individu, tout agent de l’Etat, qui se rendrait coupable d’actes de torture, de sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans l’exercice de ses fonctions ou à l’occasion de l’exercice de ses fonctions, soit de sa propre initiative, soit sur instructions, sera puni conformément à la loi ».

Les articles 222 et suivants du code pénal et de procédure pénale précités sanctionnent les actes assimilables à la torture.

La Loi N°2017-008 du 31 Mars 2017 déterminant les principes fondamentaux du régime pénitentiaire interdit les mauvais traitements sur les personnes privées de liberté.

L’article 71 du code de procédure pénale fait obligation, sous peine de nullité de la procédure, à l’officier de police judicaire :

- d’informer immédiatement dès son interpellation, le suspect de son droit de prendre l’avocat de son choix et d’en faire mention dans le PV ;

- de produire un certificat médical attestant que le suspect n’a subi aucune atteinte à son intégrité physique.

Malgré les interdictions et les sanctions prévues par ces dispositions aux auteurs d’actes de torture, de traitements cruels, inhumains ou dégradants sous d’autres qualifications, plusieurs cas de tortures et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants sont enregistrés.

Durant la période couverte par ce Rapport, de nombreuses atteintes à l’intégrité physique ont été relevées. Elles sont généralement la conséquence des mauvais comportements des forces de défense et de sécurité (FDS), des juges, des agents de l’administration mais aussi liées à la vétusté des maisons d’arrêt etc. ;

* En Novembre 2001, vingt et une (21) personnes ont été victimes d’atteinte physique grave dans les locaux du commissariat de N’guiguimi (DIFFA) suite à leur interpellation par les services de la police de la localité, elles ont été gardées à vue pendant vingt-sept (27) jours avant d’être présentées au juge après avoir subi des tortures. Une des victimes a perdu l’usage d’un membre inferieur (Rapport ANDDH) ;
* En juillet 2004 à Ayorou (Tillabéri) une personne gardée à vue a fait l’objet de sévices corporels par un Gendarme qui lui a assené des coups de cravaches, des coups de pieds avec rangers dans le but de lui arracher des aveux pour un délit qu’il n’aurait pas commis. La victime a déposé une plainte avec constitution de partie civile auprès du Procureur de la République ;
* Il ressort du rapport annuel 2005-2006 de la Commission Nationale des Droits de l’Homme et des Libertés Fondamentales (CNDHLF ancienne appellation de l’INDH du Niger) les plaintes suivantes :
* 2004 : douze (12) plaintes relatives à des cas d’arrestation arbitraire et deux (2) portants sur des atteintes à l’intégrité physique ;
* 2005 : sept (7) cas d’arrestations arbitraires) et quatre (4) cas d’atteintes à l’intégrité physique ;
* 2006 : deux (2) plaintes relatives à des cas d’arrestation arbitraire et six (6) cas d’atteinte à l’intégrité physique ;
* Le rapport annuel des statistiques de la gendarmerie nationale pour l’année 2006 fait ressortir sept cent seize (716) cas d’atteinte à l’intégrité physique ;
* Il faut aussi noter que des cas d’atteinte à la vie ont été relevés. Il s’agit notamment des assassinats présumés d’un vendeur de pièces détachées, le 28 Mai 2006 alors qu’il était en garde à vue dans les locaux de la brigade de gendarmerie de Niamey et d’un employé de maison, accusé de vol chez son employeur, décédé dans les locaux de la police à Agadez le 30 juin 2006 ;
* En 2017 le Niger compte trente-huit (38) établissements pénitentiaires classés ainsi qu’il suit :
* Trente-quatre (34) Maisons d’arrêts ;
* Une (1) maison centrale de haute sécurité ;
* Deux (2) centres de réinsertion professionnelle ;
* Un centre de réinsertion des jeunes en conflit avec la loi.

S’agissant de la population carcérale, elle est de dix mille dix-sept ( 10.017) détenus au mois de septembre 2017, dont six-cent vingt-deux (622) prévenus et neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze (9.395) condamnés pour une capacité de neuf mille quatre-vingt-dix (9.090) places soit un taux d’occupation de 106%. Par exemple la Maison d’arrêt de Niamey construite pour une capacité de cinq cents (500) places, accueille en 2017, mille quatre cent trente-neuf (1439) détenus dont 379 prévenus, soit un taux d’occupation de 288%.

Au cours de la même période, à l’issue des différentes missions et des visites d’investigations au niveau des centres de détention, des cellules de garde à vue et des lieux de privation de liberté, il se dégage le constat suivant :

* conditions de détention inadaptées, la lenteur judiciaire, l’insuffisance et/ou l’absence d’un cadre de santé adéquat (produits pharmaceutiques manquants, insuffisance des infirmeries et personnel sanitaire).

# Article 3 : Législation interne relative à l’interdiction de l’expulsion, du refoulement et de l’extradition

Nonobstant la ratification par l’Etat du Niger de la convention de1951 relative au statut des réfugiés du 25 Aout 1961 et l’adhésion le 2 Février 1970 à son protocole de 1967 mais aussi malgré l’existence de l’ordonnance N°81-40 du 29 octobre 1981 relative à l’entrée et au séjour des étrangers au Niger régissant l’expulsion, le renvoi ou le refoulement d’une personne, en septembre 2011, suite à la crise libyenne qui a entrainé le renversement du régime, le fils de l’ancien guide libyen et le chef de la sécurité intérieure de Kadhafi s’étaient réfugiés au Niger. Les autorités du Niger affirment leur avoir accordés l'asile pour des raisons humanitaires sous condition de s’abstenir des activités subversives mettant en danger la stabilité de la Libye. En 2014, sous prétexte de non-respect à leurs engagements, ils ont été remis aux autorités libyennes. Selon les autorités nigériennes, des « preuves » irréfutables démontrant leurs implications dans des activités subversives contre la Libye ont été fournies par les autorités libyennes.

Il faut souligner que malgré les dénonciations des associations de défense des Droits de l’Homme, le fils de Kadhafi a été extradé, l’exposant ainsi à tous les dangers.

# Article 5 : Obligation juridique incombant aux Etats parties d’établir leur compétence pour connaitre des infractions visées à l’article 4 sur la compétence de l’Etat partie lorsque l’infraction a été commise sur son territoire

En matière de répression des infractions, le Niger applique entre autres le principe de territorialité : ainsi, tout individu qui se rendrait coupable sur le territoire national de l’infraction de torture sera poursuivi, sans que la répression ne tienne compte de sa nationalité.

La Loi Nigérienne s’applique indistinctement à l’auteur d’une infraction quelconque qu’il soit national ou étranger. La nature de l’infraction et le caractère d’extranéité sont indifférents quant à la compétence des juridictions nigériennes. La responsabilité pénale quant à elle, s’apprécie par rapport à l’auteur de l’acte conformément aux dispositions de l’article 41 du code pénal. Sur ce point, le constat est le même à savoir que la loi nigérienne sanctionne les auteurs d’actes de torture sans définir la torture.

L’infraction de torture n’existant pas de façon spécifique au Niger, la législation nationale n’a pas prévu de mesures propres à établir la compétence des juridictions pour connaitre de cette infraction.

Bien que l’infraction de torture ne soit pas spécifiquement incriminée, les juridictions du Niger sont compétentes pour juger sous une autre qualification tout individu qui se rendrait coupable d’une telle infraction, si celui-ci se trouve sur le territoire du Niger. En raison du principe général du droit international « *aut de dere aut judicare*», à défaut de poursuivre l’individu le Niger est tenu de l’extrader sur le territoire de l’Etat qui aura fait une demande expresse dans ce sens. Cette demande peut être motivée par les éléments suivants : la nationalité de la victime, la nationalité de l’auteur, la territorialité de l’infraction ou sur le principe de Compétence Universelle. Celle-ci est consacrée par l’article 649.14 du code de procédure pénale (modifié par la loi n° 2016-21 du 16 juin 2016) comme suit : « *Les juridictions nigériennes ont compétence pour poursuivre toute infraction dans le cas où l’auteur présumé de l’infraction se trouve sur le territoire de l’Etat du Niger et au cas où celui-ci ne l’extrade pas vers un autre Etat qui en a fait la demande. Cette compétence est établie indépendamment de la nationalité de l’auteur présumé ou de son statut d’apatride et indépendamment du lieu où l’infraction a été commise ».*

# Article 7 : Obligation de l’Etat partie d’engager des poursuites en cas d’actes de torture sauf en cas d’extradition de l’auteur présumé

L’Etat du Niger assure aux personnes accusées d’acte de torture en cas de poursuite le droit à l’assistance d’un conseil notamment l’assistance juridique et judiciaire réglementée au Niger par la loi 2011- 24 du 24 juillet 2011 en vue de faciliter l’accès à la justice et de consacrer les principes de procès équitable notamment celui de « l’égalité des armes entre les parties ».

La création de l’Agence Nationale d’Assistance Juridique et Judiciaire (ANAJJ), et l’installation de ses 10 bureaux locaux au niveau des Tribunaux de Grande Instance ont permis d’assister 1.656 personnes dont 1.096 en assistance juridique et 560 en assistance judiciaire en 2015. En plus du droit à l’assistance d’un conseil, la Constitution du 25 Novembre 2010 ainsi que le code pénal et de procédure pénale reconnaissent également aux personnes accusées de torture la présomption d’innocence, le droit à l’égalité devant les tribunaux, l’application des règles de preuve en matière de poursuite et de condamnation même lorsque l’auteur présumé est un étranger.

# Article 8 : Reconnaissance par les Etats parties de la torture comme infraction constituant un cas d’extradition et mise en œuvre de la mesure

Il convient de rappeler que, pour ce qui est de la torture et des crimes connexes, la loi ne prévoit pas ces infractions en tant que telles. Mais le Niger les considère comme passibles d’extradition à partir du moment où il a ratifié cette convention (CAT) dont l’alinéa 2 de l’article 8 ci-dessus indique qu’elle peut servir de base à l’extradition.

# De l’existence d’un traité comme condition de l’extradition

Le Niger ne subordonne pas nécessairement l’extradition à l’existence d’une convention y relative puisqu’il est signataire de la CAT. Cependant, il existe plusieurs conventions bilatérales ou multilatérales d’extradition auxquelles le Niger est partie. C’est le cas notamment de la Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale Organisée (dont les paragraphes 13 et 14 de son article 16 sont relatifs à l’extradition), du Traité d’Extradition de la Communauté Economique des États de l’Afrique de l’Ouest et la Convention de coopération et d’entraide en matière de justice entre les États membres du Conseil de l’Entente etc.

# La convention comme base de l’extradition pour les infractions que la loi nationale considère comme cas d’extradition

Outre la CAT, le Niger peut se baser sur les autres conventions bilatérales susmentionnées pour procéder à l’extradition en ce qui concerne la torture et les crimes connexes.

Il n’existe pas au Niger, de traité ou convention d’extradition spécifique à la torture et autres infractions connexes.

# Article 9 : Entraide Judiciaire

Le Niger est partie à plusieurs conventions et instruments universels de lutte contre le terrorisme parmi lesquelles nous pouvons citer :

* La convention de coopération en matière d’entraide judiciaire en matière pénale ratifié par le Niger le 22 octobre 2001 ;
* La Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale Organisée, ratifiée par le Niger le 02 juin 2004.

# Au plan régional et international

Le Niger est partie aux instruments de la CEDEAO (convention relative à l’entraide judiciaire en matière pénale de 1992, convention d’extradition de 1994), de l’Union Africaine (convention de l’OUA sur la prévention et la lutte contre le terrorisme de 1999).Le Niger a aussi signé plusieurs conventions de coopération et d’entraide judiciaire et d’extradition avec des pays comme le Mali, le Tchad, la Suisse, la France, l’Algérie, le Nigéria, la Chine et la Libye. Le Niger n’a pas été saisi d’une demande d’entraide judiciaire concernant une procédure pénale relative aux infractions visées à l’article 4.

# Article 10 : Obligation pour l’Etat partie de dispenser une formation sur les questions liées à l’interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Au Niger en général dans les programmes, la formation assurée aux personnels civil, militaire, judiciaire, médical et de maintien de l’ordre concernant l’interdiction de la torture s’effectue à deux niveaux : dans la formation de base ou initiale et au cours de la formation continue.

Par exemple, le cours de déontologie incluant des aspects relatifs à l’interdiction de la torture est enseigné à l’école de Police.

La CNDH dans le cadre de sa mission de protection et de promotion des droits humains, a organisé plusieurs formations à l’endroit du personnel des établissements pénitentiaires, des autres agents chargés de la garde des détenus et des acteurs de la société civile sur l’ensemble du territoire national. Lors de ces missions d’investigations opinées et inopinées au niveau des Maisons d’arrêts visitées, les Commissaires de la CNDH ont sensibilisé les responsables et les agents des établissements pénitentiaires sur l’abolition de la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Notons aussi qu’aux côtés de l’Etat du Niger et des acteurs non étatiques nationaux*, des* acteurs internationaux contribuent à la promotion des Droits de l’Homme en milieu carcéral. Il s’agit, entre autres de l’Institut Danois des Droits de l’Homme (IDDH) qui a eu à former de 2004 à 2017 huit mille trente-huit (8038) élèves Gardes en Droits Humains, du PNUD, de la Délégation de l’Union Européenne, du CICR, de l’Ambassade de France etc. En outre l’IDDH intervient aussi au Niger sur la formation en droits humains de la Police Nationale (garde à vue et droits humains depuis 2004).Ces formations entrent dans le cadre du programme d’amélioration et de modernisation des conditions de vie et de détention.

# Article 11 : Contrôle systématique de la mise en œuvre des règles relatives à la garde à vue et au traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées et mesures de prévention

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l’article 11 de la CAT et pour satisfaire à sa mission constitutionnelle de promotion et de

Protection des droits humains, notamment en matière de lutte contre la torture et la détention arbitraire, la Commission Nationale des Droits

Humains(CNDH) a effectué plusieurs activités dont des investigations pour s’enquérir des conditions de détention dans les lieux de privation de liberté. Au cours de ces missions d’investigations il ressort les constats suivants :

* Les salles de garde à vue et les maisons d’arrêts constituent souvent des lieux de prédilection des actes de torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants qui, pourtant, sont interdits au Niger. Par exemple au cours de l’année 2013, à Zinder, la CNDH a relevé le recours à la main d’œuvre carcérale par certaines autorités civiles et militaires en violation des textes internationaux ;
* En 2014 des investigations dans les salles de garde à vue ont relevé des cas de dépassement du délai légal et des détenus restés plusieurs années dans les maisons d’arrêts sans être jugés faute des sessions d’assises régulières dû au manque de ressources financières selon les responsables judiciaires ;
* Lors d’une mission d’investigation à la maison d’arrêt de Maradi en date du 15 Mars 2015 pour s’enquérir de la situation des détenus et les conditions de travail des agents, la CNDH a relevé ce qui suit : un effectif de quatre cent soixante-dix-sept (477) détenus hommes dont 256 prévenus et 221 condamnés, 20 femmes détenues dont 11 prévenues et 9 condamnées ; et 16 mineurs prévenus.

A l’issue de cette visite les constats qui se dégagent sont les suivants :

* Vétusté des locaux de la prison ;
* Renvois successifs des audiences durant les vacances judiciaires ;
* Insuffisance en produits pharmaceutiques dans l’infirmerie.
* Lors de sa visite à la Maison d’arrêt d’Agadez le 28 Aout 2016 pour s’enquérir de la situation des détenus et des conditions de travail du personnel pénitentiaire, la CNDH a relevé un effectif de trois cent quinze (315) détenus pour une capacité de deux cent soixante(260) places. Les constats qui se dégagent sont les suivants :
* Une écurie coloniale de 1940 transformée en prison ;
* Des problèmes d’électricité,
* lenteur judiciaire ;
* Les prévenus ne sont pas séparés des condamnés ;
* Un dysfonctionnement des fosses septiques, services sanitaires défectueux ;
* Une alimentation insuffisante ;
* Des cas de torture dénoncé par les détenus ;
* Des insuffisances  relevées dans le traitement des dossiers relatifs à la remise gracieuse des peines aux prisonniers.
* Le 11 Juin 2001, un détenu a trouvé la mort à la prison civile de Dosso suite à l’effondrement de latrines ;
* Au niveau des unités d’enquêtes préliminaires, on note certains cas de violations des droits humains (exemple : dépassement du délai légal de garde à vue ; refus de notifier le droit à la défense aux inculpés à partir de la vingt quatrième heures ; refus des droits de visite ; l’absence d’accompagnement du certificat médical lors du déferrement ; intimidation ; torture morale et psychologique etc.) ;
* s’agissant de l’univers carcéral, il est marqué par un personnel pénitentiaire en sous-effectif, le manque de formation judiciaire pour certains gardes pénitentiaires, l’insuffisance des moyens logistiques, la dégradation des conditions de détention, la lenteur judiciaire, l’insuffisance et/ou l’absence d’un cadre de santé adéquat (produits pharmaceutiques manquants, insuffisance des infirmeries et personnel sanitaire).

La mission d’investigation de la maison d’arrêt de Fillingué le 21 Novembre 2015 a relevé les constats suivants :

* Vétusté des installations électriques.
* la persistance des pathologies dermatologiques,
* La présence d’une personne vivant avec une maladie contagieuse,
* L’insuffisance de crédit de fonctionnement rendant la dotation des prisonniers en détergent et produits médicaux.

# Article 12 : Mise en œuvre des procédures d'enquête par les autorités compétentes en cas d'allégations de torture

Au Niger des enquêtes impartiales ont été ouvertes lorsque des cas de torture ou analogue ont été commis. Elles ont souvent abouti à la condamnation des mis en cause. Comme exemples on peut citer entre autres :

* la poursuite suivie de condamnation des trois gendarmes ayant exercé des violences sur deux frères suspectés de vol d’une bicyclette, en 1999 dans le village de Dogona (département de Torodi). Ces violences avaient entrainé l’amputation des quatre (4) membres inferieurs des deux (2) frères. Les auteurs avaient été condamnés, l’un à deux ans de prison ferme et les deux autres à dix-huit mois de prison ferme. Les victimes ont interjeté appel de cette décision ;
* Le décès à Niamey d’un étudiant, suite à la répression violente de la manifestation estudiantine du 10 avril 2017. Au cours de ces mêmes événements trois policiers ayant exercé des actes de torture sur un étudiant ont été poursuivis, jugés et condamnés à trois mois d’emprisonnement ferme et quinze millions (15.000.000 cfa) d’amende;
* Un commerçant interpellé en mai 2006 par la brigade fluviale de la gendarmerie de Niamey est décédé des suites d’actes de torture et traitements inhumains, cruels et dégradants. Le décès est constaté et signé le 27 mai 2006 par l’acte N° 25 des services des urgences de l’hôpital National de Niamey portant mention : « … déjà décédé à son entrée ….». Son corps portait plusieurs signes de torture dont des œdèmes, des lésions cutanées, deux fractures, des plaies au poignet, deux plaies aux épaules, des cicatrices sur le thorax et à la cuisse gauche.
* Un Président de la République du Niger a été froidement abattu par sa propre garde le 09 Avril 1999, aucune enquête n’a été diligentée pour déterminer les circonstances exactes de sa mort et les auteurs de son assassinat;
* A la prison civile de Niamey, le 1er septembre 1999, vingt-neuf (29) détenus ont été retrouvés morts asphyxiés dans une petite cellule d’isolement.

# Articles 13 et 14 : Le droit de recours des victimes devant les tribunaux  et le Droit des victimes à réparation, indemnisation et réadaptation

Au Niger, les victimes et/ou les témoins disposent d’un recours auprès des juridictions pour dénoncer les crimes dont ils ont connaissance ou dont ils sont victimes. En cas de refus des autorités, ils disposent du pouvoir de saisine directe du juge d’instruction par la voie de la plainte avec constitution de partie civile ou de la juridiction de jugement à travers la procédure de citation directe. Nonobstant le recours judiciaire interne, les victimes peuvent saisir les juridictions internationales (CEDEAO, CADHP…), notamment en cas de refus des autorités compétentes de prendre en charge leurs cas.

Malgré ces dispositions, il existe encore des cas de violations dénoncés par des victimes et/ou proches des victimes qui sont restés sans suite. Il s’agit entre autres du cas d’une journaliste violentée par des éléments de la garde présidentielle lors d’un passage du cortège présidentiel.

Au Niger**,** des amnisties sont accordées de plus en plus pour protéger des auteurs et co-auteurs d’actes d’assassinats et de tortures, c’est le cas de l’article 141 de la Constitution du 18 juillet promulguée le 09 Août 1999 et l’article 185 de la Constitution du 25 Novembre 2010**.** Or, ces atteintes à la vie sont imprescriptibles et assimilables à des crimes contre l’humanité.

Au Niger les victimes d’actes de torture et leurs familles disposent de deux options pour obtenir réparation. Elles peuvent agir :

- soit dans le cadre d’une procédure pénale après mise en mouvement de l’action publique ouvrant droit à dommages intérêts ;

- soit dans le cadre d’une action civile autonome, introduite devant les juridictions civiles, sur le fondement des articles 1382 et suivants du code civil.

# Article 15 : Sur l’interdiction de l’obtention de tout moyen de preuve par la torture. Il n’existe aucune disposition spécifique dans la législation interne nigérienne consacrant l’inadmissibilité des preuves obtenues par l’utilisation de la torture

En effet, l’administration de la preuve en matière pénale est prévue par les articles 414 à 433 du code de procédure pénale. Ainsi l’article 414 dispose

«*hors les cas où la loi en dispose autrement, les infractions peuvent être établies par tout mode de preuve et le juge décide d’après son intime conviction. Le juge ne peut fonder sa décision que sur des preuves qui lui sont apportées au cours des débats et contradictoirement discutées devant lui* ». L’article 415 du code de procédure pénale dispose *« l’aveu, comme tout élément de preuve est laissé à la libre appréciation des juges* ». On en déduit que la loi autorise à y recourir comme moyen de preuve d’une part, et d’autre part, laisse au juge toute la latitude pour apprécier son bien-fondé, et sa recevabilité à l’occasion des procès. La preuve obtenue au moyen de la torture est considérée par la jurisprudence comme une violation des droits de la défense qui est lui-même un principe général de droit et sanctionnée comme telle.

# Article 16 : Interdiction des actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Définition de la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants et mesures prises pour empêcher la réitération de ces actes

* Les dispositions pénales évoquées dans le développement consacré à l’article 1er de la CAT.
* La Constitution en son article 14 interdit la torture. Mais, il convient de rappeler que malgré l’absence de définition telle que prévue par la convention, le code pénal nigérien réprime les actes de torture sous formes d’atteintes à l’intégrité physique et morale et autres formes de violences.
* Le 4 Février 2002, une personne accusée de vol a été lynchée publiquement par les habitants du quartier Lamordé (Niamey) ;
* A Tchiboro, village situé dans la région de Tahoua, une femme a été victime de sévices qui ont entrainé sa mort dans la nuit du 23 au 24 Septembre 2004, de la part de son demi-frère.. La femme en question était âgée de 25 ans et mère de trois (3) enfants ;
* Dans la région d’Agadez des faits graves ont été relevés. Il s’agit :
* Du viol d’une fillette de neuf (9) ans en Janvier 2004 ;

Les développements apportés à l’article 11 ci-dessus illustrent les mesures prises par l’Etat pour empêcher la réitération des actes de torture.

Nonobstant les efforts entrepris pour rendre effectifs les droits et libertés au Niger, beaucoup restent à faire. La synthèse des rapports sur l’état des droits humains ayant relevé des insuffisances dans la jouissance de certains droits et libertés, la Commission Nationale des Droits Humains formule les recommandations suivantes :

# III. RECOMMANDATIONS

# Recommandation N°1 : relative à l’adoption des normes

* Considérant l’attachement de l’Etat du Niger aux principes de la démocratie pluraliste et aux droits de l’Homme tels que définis par la DUDH et la CADHP ;
* Considérant la volonté du peuple Nigérien souverain de coopérer avec tous les peuples épris de paix, de justice et de liberté ;
* Considérant l’avancée significative enregistrée par le Niger dans le concert des Nations par la signature ou l’adhésion et la ratification des instruments juridiques internationaux en matière de promotion et de protection des droits de l’Homme ;
* Considérant que certaines conventions ne sont pas encore ratifiées par le Niger malgré le fait qu’elles ne créent pas de nouvelles obligations aux Etats ; la Commission Nationale des Droits Humains recommande au Gouvernement de prendre toutes les dispositions pour ratifier :

1. Le deuxième protocole additionnel au Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques portant sur l’abolition de la peine de Mort ;
2. le protocole additionnel à la convention contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants relatif à la prévention de la Torture ;
3. la convention sur le génocide ;
4. le protocole d’Istambul relatif aux normes générales standards pour la recherche et la documentation des situations de tortures ou autres violations des Droits Humains

# Recommandation N°2 : relative aux organes de traités

Relativement à la CAT, la CNDH recommande de renforcer la coopération entre les Etats en vue de la production de rapports de qualité et dans les délais.

# Recommandation N° 3 : relative à l’indemnisation des personnes ayant bénéficié d’une ordonnance de non-lieu, d’une ordonnance de relaxe ou d’acquittement

La justice étant rendue au nom du Peuple Nigérien, la CNDH recommande au gouvernement d’une part la signature du décret d’application portant fonctionnement de la commission d’indemnisation des personnes ayant bénéficié définitivement d’une ordonnance de non-lieu, d’une décision de relaxe ou d’acquittement et d’autre part de veiller à l’exécution de toutes les décisions de justice devenues définitives sur l’ensemble du territoire National.

# Recommandation N°4: relative à la détention, à la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants

La CNDH recommande au gouvernement de :

* prendre des mesures pour lutter contre la surpopulation carcérale notamment en veillant au respect des délais de détention préventive et en privilégiant les mesures alternatives à la détention ;
* allouer un budget conséquent à l’administration pénitentiaire ;
* veiller à l’application effective de la loi 2017-008 relative aux principes fondamentaux du régime pénitentiaire au Niger ;
* adopter le projet de loi sur l’incrimination de la torture élaboré en 2014 et notamment sur sa conformité avec les dispositions de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; de prendre des mesures qui seront mises en œuvre pour veiller en pratique au respect des dispositions relatives à la garde à vue et aux droits de la personne gardée à vue;
* envisager des actions de sensibilisation envers les FDS (autorités de police, de gendarmerie, de la garde nationale, de la douane et des eaux et forêts) pour lutter contre les mauvais traitements dans les locaux de garde à vue ;
* veiller en pratique au respect des dispositions entourant la détention préventive et notamment celles relatives aux délais ;
* mettre en place dans un très bref délai le mécanisme national de prévention de la torture conformément au Protocole facultatif à la Convention contre la torture en indiquant également les dispositions envisagées pour garantir l’indépendance et l’expertise de ses membres ;
* proposer la commémoration des journées internationales dédiées aux détenus avec tous les acteurs intervenants dans ce domaine ;
* mettre en place un cadre regroupant la CNDH, le Gouvernement, l’Assemblée nationale, les OSC et les partenaires sur les mécanismes de prévention et de lutte contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les centres de détention et les maisons d’arrêts du pays ;
* renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques intervenant dans les établissements pénitentiaires et dans les centres de détention sur le respect des droits humains en particulier sur l’ensemble des règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus ou (règles Mandela) ;
* poursuivre des visites régulières dans les centres de détention et dans les milieux carcéraux pour mieux s’enquérir des conditions de vie et de détention des détenus et les conditions de travail du personnel pénitentiaire ;
* initier des rencontres d’échange et de partage avec des organisations nationales et internationales intervenant dans la lutte contre la détention préventive abusive ;
* prévenir la torture en veillant au respect de tous les Droits de l’Homme à travers la formation des agents étatiques, des organisations de la société civile et la sensibilisation des populations aux questions de la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants ;
* mener des enquêtes afin d’identifier les victimes d’actes de torture et de mauvais traitements en leur proposant une protection et en mettant en place des mécanismes de réparation et de compensation ;
* examiner régulièrement la question de la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que l’évolution des situations existantes dans tous les lieux de détention et adresser, si besoin est, des recommandations pour la prévention et l’abolition de la torture ;
* encourager, proposer et organiser des programmes de Sensibilisation et de formation en la matière au niveau national ;
* accélérer l’adoption de la loi sur l’incrimination de la torture au Niger ;
* instituer un mécanisme de lutte contre la détention préventive abusive ;
* mener une enquête immédiate, indépendante, impartiale pour toute allégation de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et poursuivre en justice, le cas échéant, les auteurs de tels actes;
* prendre des mesures visant à rendre les lieux de détention conformes aux standards internationaux (améliorer les conditions de détention en remédiant aux problèmes de surpopulation carcérale, d’absence d’hygiène, et de manque de nourriture et soins médicaux appropriés….);
* respecter les délais légaux de détention préventive et prévoir des mesures alternatives à la privation de liberté.

# Recommandation N°5:relative à la mise en œuvre de la Convention contre la Torture en faveur des enfants

* ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l’enfant sur l’implication des enfants dans les conflits armés ;
* prévoir et mettre en œuvre un projet de loi globale de protection des enfants contre toutes les formes de violence, y compris la torture et les traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants, notamment en donnant des définitions particulières de ces notions en tenant compte des besoins et des situations spécifiques des enfants, et en établissant des incriminations en droit pénal avec des peines dissuasives;
* prévoir des programmes efficaces et appropriés de réhabilitation et de réintégration sociale des enfants victimes de torture, de traitement cruel, inhumain ou dégradant ;
* prévoir un système global de protection de l’enfance en y intégrant la prévention contre les violences des agents publics comme au sein de la sphère privée ;
* former les agents de sécurité privée comme ceux étatiques aux droits des enfants et à leur vulnérabilité dans certaines situations et au devoir de protection, plutôt que des menaces et violences exercée sur les enfants ;
* prévoir dans la formation des agents publics chargés de l’application des lois, des programmes sur les droits de l’enfant, et des ateliers de formation sur les façons de se comporter face à des mineurs qu’ils soient victimes ou soupçonnés d’avoir enfreint la loi.

# CONCLUSION

Au regard des développements qui précèdent, force est de constater que la situation des Droits de l’Homme au Niger au cours de la période 1998 à 2017 s’est caractérisée par une dynamique particulière. Cette dynamique puise ses principes fondamentaux et son impulsion dans l’engagement solennel de l’État en faveur de la consolidation des bases de la démocratie et de l’enracinement de la culture de citoyenneté des Droits de l’Homme et de l’égalité. Les pouvoirs publics accordent une attention toute particulière à la promotion et à la protection des droits de l’homme au Niger.

Le présent rapport a permis de montrer les pas positifs accomplis dans le pays en matière des droits humains et surtout les initiatives prises pour assurer la mise en œuvre de la convention contre la torture et les traitements cruels inhumains et dégradants.

Cependant, l’analyse de la situation des droits civils en particulier ceux relatifs aux détentions arbitraires, à la torture et aux traitements cruels, inhumains et dégradants révèle de très graves violations des droits humains.

Elles découlent d’une part des mauvais agissements entre les citoyens eux même et entre l’Etat (FDS, administration publique et privée etc.) et les individus ; et d’autre part des mauvaises conditions de détention liées à la surpopulation carcérale et à la vétusté des locaux des maisons d’arrêt.

La CNDH, institution chargée de la promotion et de la protection des droits humains s’emploie au quotidien à combattre les situations porteuses d’atteintes aux droits des citoyens. Ce souci majeur et la volonté réaffirmée en faveur de la protection des droits de l’homme ont présidé à la rédaction du présent rapport.

Pour ce faire, à la lumière des violations relevées mais aussi des avancées constatées, il est urgent que l’ensemble des acteurs qui militent en faveur des droits de l’homme travaillent dans un esprit de solidarité, de coopération et réfléchissent aux stratégies permettant de relever les défis de promotion et de protection des droits de l’homme dans tous les domaines.

# ANNEXE 1:

# SITUATION DE LA POPULATION CARCERALE DU NIGER DE 2012 à 2016

# 

# Tableau 03.01.01: Situation globale de la population carcérale par sexe et taux d’occupation au 31 décembre

Unités : nombre, %

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** |
| **Détenus prévenus** | **5 168** | **4 539** | **4 201** | **6 210** | **6 017** |
| Masculins | 4 996 | 4 298 | 3 952 | 5 909 | 5 780 |
| Féminins | 172 | 241 | 249 | 301 | 237 |
| **Détenus condamnés** | **3 603** | **3 524** | **3 627** | **4 173** | **3 486** |
| Masculins | 3 550 | 3 440 | 3 538 | 4 055 | 3 429 |
| Féminins | 53 | 84 | 89 | 118 | 57 |
| **Total** | **8 771** | **8 063** | **7 828** | **10 383** | **9 503** |
| Nombre de place théorique | 9 700 | 9 700 | 9 700 | 9 700 | 9 700 |
| **Taux d’occupation (%)** | **90,42** | **83,12** | **80,70** | **107,04** | **97,97** |
|  |  |  |  |  |  |

Sources: DGAPS/R/MJ, EP/MJ, DS/MJ

# Tableau 03.01.02: Taux d’occupation des établissements pénitentiaires au 31 décembre

Unité : pourcentage (%)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Établissements pénitentiaires** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** |
| Abalak | 71,50 | 171,00 | 246,00 | 27,00 | 41,33 |
| Agadez | 152,40 | 135,60 | 175,60 | 122,80 | 153,60 |
| Arlit | 164,00 | 171,00 | 225,50 | 300,50 | 89,00 |
| Bilma | … | … | … | … | … |
| Boboye | 45,20 | 60,80 | 56,00 | 76,80 | 88,80 |
| Bouza | 17,50 | 40,00 | 27,50 | 141,67 | 69,17 |
| Daikaina | 22,00 | 21,00 | 15,33 | … | 128,00 |
| Dakoro | 126,67 | 120,00 | 150,00 | 190,00 | 154,17 |
| Dakoro (CRJ) | … | 20,00 | 28,00 | - | 31,00 |
| Diffa | 180,00 | 141,00 | 187,00 | 352,00 | 155,00 |
| Dosso | 240,00 | 227,00 | 217,00 | 194,00 | 237,00 |
| Doutchi | 126,00 | 103,33 | 94,67 | 142,00 | 110,00 |
| Filingué | 56,67 | 58,67 | 60,33 | 45,00 | 56,33 |
| Gaya | 25,75 | 98,50 | 55,25 | 92,50 | 128,00 |
| Gouré | 48,25 | 54,75 | 36,75 | 37,25 | 178,00 |
| Guidan -Roumdji | 31,50 | 26,75 | 29,25 | 44,00 | 55,00 |
| Illéla | 262,50 | 376,25 | 218,75 | 88,75 | 118,75 |
| Keita | 130,53 | 51,58 | 53,68 | 40,53 | 48,42 |
| Kollo | 12,80 | 19,87 | 15,53 | 60,40 | 79,70 |
| Konni | 25,50 | 37,33 | 35,17 | 44,00 | 53,33 |
| Koutoukalé | 52,40 | 51,20 | 36,80 | … | 185,60 |
| Madaoua | 50,67 | 120,00 | 120,67 | 88,00 | 123,33 |
| Magaria | 97,50 | 120,00 | 161,67 | 185,83 | 220,00 |
| Mainé - Soroa | 416,00 | 120,00 | 170,00 | 104,00 | 264,00 |
| Maradi | 101,71 | 133,43 | 121,14 | 133,14 | 142,86 |
| Matameye | 29,00 | 62,00 | 89,00 | 390,00 | 86,06 |
| Mayahi | 44,40 | 38,40 | 36,00 | 36,80 | 27,20 |
| N’Guiguimi | 47,00 | 36,00 | 47,67 | … | … |
| Niamey | 824,00 | 247,43 | 305,14 | 349,14 | 337,30 |
| Ouallam | 66,25 | 135,00 | 133,75 | … | 87,50 |
| Say | 42,00 | 72,00 | 89,60 | 82,80 | 112,80 |
| Tahoua | 101,11 | 76,00 | 54,89 | 8,44 | 50,00 |
| Tanout | 99,00 | 72,00 | 77,00 | 306,00 | 92,00 |
| Tchintabaraden | 122,00 | 148,00 | 128,00 | 170,00 | 86,60 |
| Téra | 41,67 | 79,44 | 113,89 | 86,11 | 72,80 |
| Tessaoua | 57,60 | 44,00 | 74,00 | 111,60 | 147,60 |
| Tillabéry | 66,00 | 72,67 | 63,33 | 72,67 | 78,67 |
| Zinder | 51,14 | 135,71 | 64,57 | 297,57 | 44,86 |
| **Total** | **90,42** | **83,12** | **80,70** | **107,04** | **97,97** |
|  |  |  |  |  |  |

Sources: DS/MJ

# Tableau 03.01.03: Répartition des prévenus par établissement pénitentiaire au 31 décembre

Unité : nombre

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Établissements pénitentiaires** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** |
| **Maisons d’arrêt** | **5 059** | **4 383** | **4 145** | **5 400** | **4 872** |
| Abalak | 41 | 213 | 287 | 31 | 58 |
| Agadez | 146 | 188 | 254 | 186 | 222 |
| Arlit | 247 | 163 | 199 | 295 | 108 |
| Bilma | … | … | … | … | … |
| Boboye | 71 | 103 | 121 | 127 | 158 |
| Bouza | 4 | 37 | 23 | 130 | 42 |
| Dakoro | 79 | 83 | 96 | 142 | 117 |
| Diffa | 59 | 69 | 78 | 231 | 92 |
| Dosso | 139 | 153 | 142 | 118 | 123 |
| Doutchi | 97 | 91 | 83 | 107 | 98 |
| Filingué | 128 | 115 | 79 | 90 | 69 |
| Gaya | 25 | 230 | 123 | 197 | 209 |
| Guidan -Roumdji | 98 | 63 | 83 | 117 | 110 |
| Gouré | 91 | 61 | 40 | 37 | 111 |
| Illéla | 134 | 207 | 126 | 41 | 42 |
| Keita | 145 | 57 | 62 | 38 | 51 |
| Konni | 56 | 115 | 88 | 152 | 167 |
| Koutoukalé | 43 | 55 | 67 | … | 437 |
| Madaoua | 33 | 100 | 99 | 81 | 154 |
| Magaria | 65 | 71 | 105 | 105 | 100 |
| Mainé - Soroa | 166 | 19 | 28 | 22 | 17 |
| Maradi | 142 | 208 | 218 | 279 | 352 |
| Matameye | 14 | 21 | 47 | 286 | 53 |
| Mayahi | 58 | 45 | 44 | 40 | 23 |
| N’Guigmi | 38 | 49 | 74 | … | … |
| Niamey | 2 050 | 498 | 615 | 823 | 1 059 |
| Ouallam | 35 | 86 | 37 | … | 31 |
| Say | 60 | 94 | 154 | 131 | 208 |
| Tahoua | 265 | 203 | 128 | 16 | 118 |
| Tanout | 41 | 32 | 34 | 186 | 52 |
| Tchintabaraden | 72 | 113 | 98 | 98 | 50 |
| Téra | 60 | 74 | 97 | 86 | 118 |
| Tessaoua | 63 | 42 | 115 | 108 | 144 |
| Tillabéry | 50 | 62 | 51 | 51 | 49 |
| Zinder | 244 | 663 | 207 | 1 049 | 130 |
| **Centre de Réinsertion des Jeunes** | **…** | **19** | **28** | **-** | **31** |
| Dakoro | … | 19 | 28 | - | 31 |
| **Centres de Réinsertion Professionnelle** | **109** | **137** | **71** | **810** | **1 114** |
| Daikaina | 1 | 1 | 3 | … | 339 |
| Kollo | 108 | 136 | 68 | 810 | 775 |
| **Total** | **5 168** | **4 539** | **4 201** | **6 210** | **6 017** |
|  |  |  |  |  |  |

Sources: DGAPS/R/MJ, EP/MJ, DS/MJ

# Tableau 03.01.04: Répartition des détenus condamnés par établissement pénitentiaire au 31 décembre

Unité : nombre

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Établissements penitentiaries** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** |
| **Maisons d’arrêt** | **3 454** | **3 299** | **3 419** | **4 077** | **3 419** |
| Abalak | 102 | 129 | 205 | 23 | 66 |
| Agadez | 235 | 151 | 185 | 121 | 162 |
| Arlit | 81 | 179 | 252 | 306 | 70 |
| Bilma | … | … | … | … | … |
| Boboye | 42 | 49 | 19 | 65 | 64 |
| Bouza | 17 | 11 | 10 | 40 | 41 |
| Dakoro | 73 | 61 | 84 | 86 | 68 |
| Diffa | 121 | 72 | 109 | 121 | 63 |
| Dosso | 101 | 74 | 75 | 76 | 114 |
| Doutchi | 92 | 64 | 59 | 106 | 67 |
| Filingué | 42 | 61 | 102 | 45 | 100 |
| Guidan –Roumdji | 28 | 44 | 34 | 59 | 55 |
| Gaya | 78 | 164 | 98 | 173 | 303 |
| Gouré | 102 | 158 | 107 | 112 | 156 |
| Illéla | 76 | 94 | 49 | 30 | 53 |
| Keita | 103 | 41 | 40 | 39 | 41 |
| Konni | 97 | 109 | 123 | 112 | 153 |
| Koutoukalé | 88 | 73 | 25 | … | 27 |
| Madaoua | 43 | 80 | 82 | 51 | 31 |
| Magaria | 52 | 73 | 89 | 118 | 164 |
| Mainé Soroa – Soroa | 42 | 41 | 57 | 30 | 115 |
| Maradi | 214 | 259 | 206 | 187 | 148 |
| Matameye | 15 | 41 | 42 | 104 | 33 |
| Mayahi | 53 | 51 | 46 | 52 | 45 |
| N’Guigmi | 103 | 59 | 69 | … | … |
| Niamey | 834 | 368 | 453 | 399 | 442 |
| Ouallam | 18 | 22 | 70 | … | 39 |
| Say | 45 | 86 | 70 | 76 | 74 |
| Tahoua | 190 | 139 | 119 | 22 | 107 |
| Tanout | 58 | 40 | 43 | 120 | 40 |
| Tchintabaraden | 50 | 35 | 30 | 72 | 36 |
| Téra | 15 | 69 | 108 | 69 | 64 |
| Tessaoua | 81 | 68 | 70 | 171 | 225 |
| Tillabéry | 49 | 47 | 44 | 58 | 69 |
| Zinder | 114 | 287 | 245 | 1 034 | 184 |
| **Centre de Réinsertion des Jeunes** | **-** | **1** | **-** | **-** | **-** |
| Dakoro | - | 1 | - | - | - |
| **Centres de Réinsertion Professionnelle** | **149** | **224** | **208** | **96** | **67** |
| Daikaina | 65 | 62 | 43 | … | 45 |
| Kollo | 84 | 162 | 165 | 96 | 22 |
| **Total** | **3 603** | **3 524** | **3 627** | **4 173** | **3 486** |
|  |  |  |  |  |  |

Sources: DGAPS/R/MJ, EP/MJ, DS/MJ

# Tableau 03.01.05: Répartition des détenus prévenus par nature d’infraction au 31 décembre

Unité : nombre

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nature d'infraction** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** |
| Abus de confiance | 79 | 211 | 142 | 231 | 174 |
| Adultère | 2 | 14 | 18 | 6 | 9 |
| Assassinat | 47 | 166 | 149 | 147 | 167 |
| Association de malfaiteurs | 82 | 204 | 200 | 283 | 304 |
| Attentat à la pudeur | 18 | 30 | 46 | 41 | 46 |
| Avortement | 3 | 30 | 16 | 13 | 9 |
| Blessure involontaire | 10 | 89 | 64 | 15 | 25 |
| Coups et Blessures Volontaires | 153 | 462 | 315 | 514 | 305 |
| Corruption | 2 | 23 | 19 | 12 | 9 |
| Coup mortel | 108 | 228 | 291 | 306 | 411 |
| Défaut d'assurance | - | 44 | 44 | 19 | 4 |
| Défaut de permis de conduire | 2 | 34 | 52 | 20 | 3 |
| Détention illégale d'arme à feu | 13 | 48 | 46 | 33 | 37 |
| Détournement de deniers publics | 30 | 104 | 33 | 11 | 45 |
| Détournement de mineur | 19 | 79 | 68 | 49 | 53 |
| Empoisonnement | 3 | 4 | 7 | 6 | 5 |
| Enlèvement d'enfant | 1 | 6 | 8 | 3 | 8 |
| Esclavage | - | 2 | 4 | - | 3 |
| Escroquerie | 47 | 100 | 75 | 115 | 77 |
| Évasion | 2 | 12 | 13 | 10 | 3 |
| Fausse monnaie | 22 | 21 | 51 | 55 | 45 |
| Faux en écriture | 3 | 19 | 30 | 11 | 46 |
| Faux et usage de faux | 37 | 24 | 33 | 45 | 33 |
| Homicide involontaire | 7 | 43 | 51 | 78 | 18 |
| Incendie volontaire | 17 | 59 | 64 | 59 | 91 |
| Infanticide | 23 | 79 | 76 | 59 | 81 |
| Menace | 16 | 38 | 27 | 32 | 27 |
| Meurtre | 53 | 150 | 138 | 104 | 275 |
| Parricide | 1 | 25 | 23 | 10 | 6 |
| Proxénétisme | 4 | 7 | 15 | 19 | 2 |
| Recel | 60 | 155 | 159 | 131 | 162 |
| Recel des malfaiteurs | 15 | 48 | 42 | 63 | 42 |
| Stupéfiants | 51 | 194 | 158 | 519 | 174 |
| Terrorisme | 7 | 8 | 6 | 761 | 1 371 |
| Usurpation de titre | 2 | 15 | 11 | 6 | 10 |
| Viol | 156 | 255 | 318 | 321 | 435 |
| Violence et voie de fait | 6 | 63 | 78 | 142 | 46 |
| Vol | 522 | 950 | 815 | 1 292 | 872 |
| Vol de bétail | 158 | 324 | 292 | 317 | 255 |
| Autres | 73 | 162 | 204 | 349 | 329 |
| **Total** | **1 854** | **4 539** | **4 201** | **6 210** | **6 017** |
|  |  |  |  |  |  |

Sources: DGAPS/R/MJ, EP/MJ, DS/MJ

# Tableau 03.01.06: Répartition des détenus condamnés par nature d’infraction au 31 décembre

Unité : nombre

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nature d'infraction** | **2012** | **2013** | **2014** | **2015** | **2016** |
| Abus de confiance | 50 | 120 | 109 | 140 | 123 |
| Adultère | - | 6 | 7 | 7 | 5 |
| Assassinat | 36 | 79 | 83 | 50 | 66 |
| Association de malfaiteurs | 4 | 96 | 62 | 95 | 22 |
| Attentat à la pudeur | 15 | 34 | 36 | 27 | 23 |
| Avortement | 1 | 3 | 3 | 15 | 9 |
| Blessure involontaire | 2 | 25 | 15 | 31 | 11 |
| Coups et Blessures Volontaires | 82 | 262 | 259 | 308 | 168 |
| Corruption | 1 | - | - | - | 20 |
| Coup mortel | 14 | 46 | 52 | 54 | 22 |
| Défaut d'assurance | - | - | - | 2 | 2 |
| Défaut de permis de conduire | - | - | - | 5 | 1 |
| Détention illégale d'arme à feu | 3 | 19 | 25 | 50 | 38 |
| Détournement de deniers publics | 3 | 74 | 76 | 12 | 14 |
| Détournement de mineur | 18 | 41 | 46 | 23 | 41 |
| Empoisonnement | - | 4 | 3 | 3 | 1 |
| Enlèvement d'enfant | 1 | 1 | 5 | 15 | - |
| Esclavage | - | - | - | - | - |
| Escroquerie | 32 | 90 | 63 | 98 | 79 |
| Évasion | 1 | 13 | 18 | 13 | 6 |
| Fausse monnaie | 20 | 24 | 36 | 45 | 31 |
| Faux en écriture | 2 | 40 | 49 | 8 | - |
| Faux et usage de faux | 7 | 35 | 43 | 30 | 5 |
| Homicide involontaire | 1 | 14 | 12 | 13 | 9 |
| Incendie volontaire | 1 | 7 | 16 | 16 | 3 |
| Infanticide | 5 | 8 | 23 | 7 | 7 |
| Menace | 12 | 24 | 23 | 23 | 26 |
| Meurtre | 43 | 72 | 91 | 48 | 39 |
| Parricide | - | 1 | 3 | 3 | 1 |
| Proxénétisme | - | 3 | 4 | 9 | 1 |
| Rébellion | 2 | 6 | 8 | 29 | 4 |
| Recel | 43 | 131 | 120 | 96 | 77 |
| Recel des malfaiteurs | 1 | 14 | 23 | 248 | 85 |
| Stupéfiants | 178 | 324 | 321 | 372 | 558 |
| Terrorisme | - | - | - | - | 24 |
| Usurpation de titre | 1 | 5 | 6 | 9 | 6 |
| Viol | 44 | 88 | 126 | 151 | 106 |
| Violence et voie de fait | 10 | 66 | 71 | 144 | 46 |
| Vol | 692 | 1 194 | 1 172 | 1 232 | 1 261 |
| Vol de bétail | 269 | 411 | 445 | 482 | 452 |
| Autres | 39 | 144 | 173 | 260 | 94 |
| **Total** | **1 633** | **3 524** | **3 627** | **4 173** | **3 486** |

Sources: DGAPS/R/MJ, EP/MJ, DS/MJ

# Tableau 03.01.07: Répartition des détenus condamnés selon la durée de la peine prononcée au 31 décembre

Unités : nombre, pourcentage

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Durée de la peine prononcée** | **2012** | | **2013** | | **2014** | | **2015** | | **2016** | |
| **Eff** | **%** | **Eff** | **%** | **Eff** | **%** | **Eff** | **%** | **Eff** | **%** |
| Moins de 3 mois | 393 | 10,91 | 115 | 3,26 | 171 | 4,71 | 108 | 2,59 | 64 | 1,84 |
| 3 mois à  moins de 6 mois | 413 | 11,46 | 395 | 11,21 | 468 | 12,90 | 636 | 15,24 | 214 | 6,14 |
| 6 mois à moins d’un an | 678 | 18,82 | 598 | 16,97 | 632 | 17,42 | 644 | 15,43 | 680 | 19,79 |
| 1 an à moins de 2 ans | 672 | 18,65 | 775 | 21,99 | 743 | 20,49 | 870 | 20,85 | 829 | 23,78 |
| 2 ans à moins de 3 ans | 447 | 12,41 | 562 | 15,95 | 604 | 16,65 | 546 | 13,08 | 603 | 17,30 |
| 3 ans à moins de 5 ans | 449 | 12,46 | 503 | 14,27 | 411 | 11,33 | 453 | 10,86 | 420 | 12,05 |
| 5 ans à moins de 10 ans | 318 | 8,83 | 312 | 8,85 | 306 | 8,44 | 378 | 9,06 | 363 | 10,41 |
| 10 ans et plus | 172 | 4,77 | 211 | 5,99 | 245 | 6,78 | 245 | 5,87 | 286 | 8,20 |
| Perpétuité | 27 | 0,75 | 14 | 0,40 | 8 | 0,22 | 16 | 0,38 | 6 | 0,17 |
| Peine de mort | 30 | 0,83 | 18 | 0,51 | 30 | 0,83 | 15 | 0,36 | 9 | 0,26 |
| Durée non spécifiée | 4 | 0,11 | 21 | 0,60 | 8 | 0,22 | 262 | 6,28 | 2 | 0,06 |
| **Total** | **3 603** | **100** | **3 524** | **100** | **3 627** | **100** | **4 173** | **100** | **3 486** | **100** |

Eff = effectif

Sources : EP/MJ, DS/MJ

# Tableau 03.01.08: Répartition des détenus prévenus selon le groupe d’âge au 31 décembre

Unité : nombre, pourcentage

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Age des détenus** | **2012** | | **2013** | | **2014** | | **2015** | | **2016** | |
| **Eff** | **%** | **Eff** | **%** | **Eff** | **%** | **Eff** | **%** | **Eff** | **%** |
| Moins de 18 ans | 308 | 5,96 | 330 | 7,88 | 270 | 5,97 | 460 | 7,41 | 306 | 5,09 |
| 18 ans à moins de 21 ans | 629 | 12,17 | 50 | 11,95 | 594 | 13,09 | 818 | 13,17 | 601 | 9,99 |
| 21 ans à moins de 25 ans | 1 011 | 20 | 708 | 17 | 744 | 16 | 1 002 | 16 | 877 | 14,58 |
| 25 ans à moins de 30 ans | 1 090 | 219 | 944 | 22 | 1 014 | 22 | 1 169 | 19 | 1 258 | 20,91 |
| 30 ans à moins de 40 ans | 1 203 | 23 | 976 | 23 | 966 | 21 | 1 105 | 18 | 1 351 | 22,45 |
| 40 ans et plus | 897 | 17,36 | 665 | 15,83 | 903 | 19,89 | 925 | 14,9 | 978 | 16,25 |
| Age non spécifié | 30 | 0,58 | 76 | 1,76 | 48 | 11 | 731 | 11,77 | 646 | 10,74 |
| **Total** | **5 168** | **100** | **4 201** | **100** | **4 539** | **100** | **6 210** | **100** | **6 017** | **100** |

Eff = effectif

Sources : EP/MJ, DS/MJ

# Tableau 03.01.09: Répartition des détenus condamnés selon le groupe d’âge au 31 décembre

Unités : nombre, pourcentage

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Age des détenus** | **2012** | | **2013** | | **2014** | | **2015** | | **2016** | |
|  | **Eff** | % | **Eff** | % | **Eff** | % | **Eff** | % | **Eff** | % |
| Moins de 18 ans | 66 | 1,83 | 45 | 1,28 | 54 | 1,57 | 29 | 0,69 | 25 | 0,72 |
| 18 ans à moins de 21 ans | 382 | 10,60 | 402 | 11,41 | 470 | 12,96 | 646 | 15,48 | 461 | 13,22 |
| 21 ans à moins de 25 ans | 659 | 18,29 | 678 | 19,24 | 733 | 20,21 | 799 | 19,15 | 532 | 15,26 |
| 25 ans à moins de 30 ans | 1 017 | 28,23 | 819 | 23,24 | 879 | 24,23 | 958 | 22,96 | 814 | 23,35 |
| 30 ans à moins de 40 ans | 879 | 24,40 | 873 | 24,77 | 882 | 24,32 | 1 011 | 24,23 | 969 | 27,80 |
| 40 ans et plus | 572 | 15,88 | 651 | 18,47 | 542 | 14,94 | 663 | 15,89 | 515 | 14,77 |
| Age non précisé | 28 | 0,78 | 56 | 1,59 | 64 | 1,76 | 67 | 1,61 | 170 | 4,88 |
| **Total** | **3 603** | **100** | **3 524** | **100** | **3 627** | **100** | **4 173** | **100** | **3 486** | **100** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Eff = effectif

Sources : EP/MJ, DS/MJ

# Tableau 03.01.10: Situation de tous les détenus ayant séjourné dans les établissements pénitentiaires du 1er janvier au 31 décembre

Unités : nombre, pourcentage

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Détenus** | **2014** | **2015** | **2016** |
| **Majeurs prévenus** | **8 589** | **16 458** | **12 148** |
| Masculins | 8 077 | 15 929 | 11 708 |
| Féminins | 512 | 630 | 440 |
| **Majeurs condamnés** | **7 439** | **8 526** | **8 522** |
| Masculins | 7 184 | 8 242 | 8 334 |
| Féminins | 255 | 284 | 188 |
| **Mineurs prévenus** | **602** | **75**0 | **510** |
| Garçons | 554 | 693 | 493 |
| Filles | 48 | 57 | 17 |
| **Mineurs condamnés** | **198** | **121** | **103** |
| Garçons | 179 | 115 | 98 |
| Filles | 19 | 5 | 5 |
| **Total** | **16 828** | **25 855** | **21 283** |
|  |  |  |  |

Source : EP/MJ

# Tableau 03.01.11: Répartition de tous les détenus enregistrés dans les établissements pénitentiaires du 1er janvier au 31 décembre

Unités : nombre, pourcentage

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Établissements penitentiaries** | **2014** | **2015** | **2016** |
| **Maisons d’arrêt** |  |  |  |
| Abalak | 492 | 469 | 306 |
| Agadez | 439 | 864 | 1 193 |
| Arlit | 451 | 601 | 880 |
| Bilma | ... | … | … |
| Boboye | 352 | 389 | 438 |
| Bouza | 103 | 230 | 132 |
| Dakoro | 468 | 538 | 406 |
| Diffa | 735 | 978 | 573 |
| Dosso | 357 | 676 | 399 |
| Doutchi | 211 | 416 | 513 |
| Filingué | 395 | 489 | 471 |
| Guidan –Roumdji | 253 | 434 | 472 |
| Gaya | 466 | 527 | 415 |
| Gouré | 701 | 1 019 | 1 112 |
| Illéla | 175 | 296 | 147 |
| Keita | 285 | 120 | 136 |
| Konni | 397 | 3 133 | 528 |
| Koutoukalé | 173 | … | 491 |
| Madaoua | 315 | 283 | 549 |
| Magaria | 564 | 381 | 411 |
| Mainé – Soroa | 428 | 230 | 155 |
| Maradi | 976 | 1 131 | 603 |
| Matameye | 336 | 490 | 428 |
| Mayahi | 183 | 281 | 81 |
| N’Guigmi | 349 | … | … |
| Niamey | 2 325 | 5 935 | 4 833 |
| Ouallam | 219 | … | 70 |
| Say | ... | 233 | 372 |
| Tahoua | 247 | 456 | 496 |
| Tanout | 610 | 306 | 415 |
| Tchintabaraden | 128 | 238 | 152 |
| Téra | 803 | 381 | 193 |
| Tessaoua | 419 | 590 | 429 |
| Tillabéry | 205 | 322 | 400 |
| Zinder | 1 540 | 2 083 | 1 971 |
| **Centre de Réinsertion des Jeunes** |  |  |  |
| Dakoro | 28 | … | 31 |
| **Centres de Réinsertion Professionnelle** |  |  |  |
| Daikaina | 221 | … | 1 004 |
| Kollo | 479 | 1 336 | 910 |
| **Total** | **16 828** | **25 855** | **22 115** |
|  |  |  |  |

Sources : DS/MJ, Juridictions

# ANNEXE 2

# Copie Arrêté du Ministre de la Justice portant Création, Attributions, Composition et Fonctionnement du Comité Interministériel





